



24 avr 2026 -16:04

Appartient à Conseil des ministres du 24 avril 2026

Simplification administrative dans le registre UBO

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à apporter une simplification administrative du registre UBO.

Le registre UBO est une base de données centralisées reprenant l'ensemble des personnes qui possèdent ou contrôlent une des entités juridiques identifiées dans la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces.

L'actuel arrêté royal relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO détermine que les entités assujetties n'ont pas accès aux documents démontrant que les informations relatives à un bénéficiaire effectif sont adéquates, exactes et actuelles.

Étant donné que ces entités assujetties relevant de l'Administration générale de la Trésorerie sont chargées de signaler les divergences qu'elles constatent entre les informations relatives aux bénéficiaires effectifs dans le registre UBO et celles dont elles disposent elles-mêmes, l'accès à ces documents leur est accordé. Cela permet aux entités assujetties d'identifier plus facilement d'éventuelles divergences.

En outre, l'accès à ces documents permettra aux entités assujetties de se conformer plus efficacement à leurs obligations de vigilance.

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'État et à l'Autorité de protection des données.

Avant-projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe





Jan Jambon, Vice-premier ministre et ministre des Finances et
des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des
Institutions culturelles fédérales
Rue de la Loi 12
1000 Bruxelles
Belgique
<https://jambon.belgium.be>
info@kcfm.be

François Moré
Porte-parole (FR)
francois.more@kcfm.be

Pol Van Den Driessche
Porte-parole (NL)
+32 474 97 04 19
pol.vandendriessche@kcfm.be

